

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET
DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES**
Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement
N° 2009-671

Arrêté de mise en demeure
Sablières de la Meurthe
à Rosières-aux-Salines

Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Livre V du code de l'environnement, et notamment ses articles L 511-1 et L. 514-1 ;

Vu l'annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement constituant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1997-605 du 19 janvier 1998 autorisant la Société Sablières de la Meurthe à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de Rosières-aux-Salines, complété par l'arrêté préfectoral n° 2004-608 du 30 septembre 2004 autorisant l'exploitation d'une installation de premier traitement des matériaux sur le même site ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DRIRE en date du 5 octobre 2009 ;

Considérant qu'aucun rapport d'analyse annuelle des résultats du suivi de la qualité des eaux souterraines n'a été adressé que ce soit à l'inspection des installations classées ou au service chargé de la police de l'eau ;

Considérant que le non-respect des dispositions du dernier alinéa de l'article 7-5 de l'arrêté préfectoral n° 1997-605 du 19 janvier 1998 autorisant la société Sablières de la Meurthe à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers complété par l'arrêté préfectoral n° 2004-608 du 30 septembre 2004 autorisant l'exploitation d'une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Rosières-aux-Salines, constitue un manquement aux obligations réglementaires de l'exploitant et qu'il y a lieu de mettre fin à cette situation ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE :

ARTICLE 1er - . Champ de la mise en demeure

La société Sablières de la Meurthe est mise en demeure, dans un délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de régulariser sa situation concernant les obligations lui incombant au titre du dernier alinéa de l'article 7-5 de l'arrêté préfectoral n° 1997-605 du 19 janvier 1998 l'autorisant à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de Rosières-aux-Salines.

ARTICLE 2 -Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Nancy. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où le présent arrêté a été notifié.

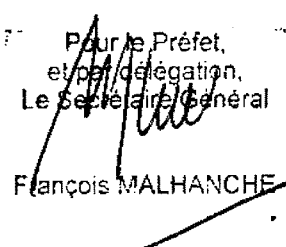
ARTICLE 3 -.M. le secrétaire général de la préfecture et M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

M. le directeur de la société Sablières de la Meurthe.

et dont une copie sera adressée à :

M. l'inspecteur des installations classées.

Nancy, le **16 OCT. 2009**
Le préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

François MALHANCHE